

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
44200 Nantes

Nantes, le 16/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



Station d'épuration Saint-Mars la Jaille

boulevard de la Ferronnays
Saint Mars La Jaille
44540 VALLONS-DE-L'ERDRE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans la Station d'épuration de Saint-Mars la Jaille implantée boulevard de la Ferronnays Saint Mars La Jaille 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE. L'inspection a été annoncée le 05/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre de la reprise du suivi de la station au titre de la réglementation des ICPE par la DDPP44 (suivi réalisé jusqu'en 2020 par la DDTM44 au titre de la police de l'eau)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Station d'épuration Saint-Mars la Jaille
- boulevard de la Ferronnays Saint Mars La Jaille 44540 VALLONS-DE-L'ERDRE
- Code AIOT dans GUN : 0006311471
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La station d'épuration communale de Saint-Mars la Jaille (commune de Vallons de l'Erdre) est une station d'épuration mixte, qui traite des eaux résiduaires domestiques et industrielles, classée au titre des ICPE car la charge en provenance des industriels classés ICPE est supérieure à 70% de la station en DCO.

Le maître d'ouvrage (exploitant au titre des ICPE) de la station est la Communauté de Communes du Pays d'Ancenis (COMPA).

La gestion de la station fait l'objet d'une délégation de service public à la SAUR.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- fonctionnement et entretien du site,
- suivi de l'autosurveillance.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 3	/	Lettre de suite préfectorale
Propreté	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 4	/	Lettre de suite préfectorale
Propreté	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 4	/	Lettre de suite préfectorale
Sécurité des travailleurs	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 9	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 2	/	Sans objet
Conception des installations	Arrêté Ministériel du 29/04/2003, article 3	/	Sans objet
Gestion des installations	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 3	/	Sans objet
Station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 4	/	Sans objet
Station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 4	/	Sans objet
Sous-produits	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 5	/	Sans objet
Autosurveillance des rejets et sous-produits	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 6	/	Sans objet
Clôture	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 8	/	Sans objet
Sécurité des travailleurs	Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 9	/	Sans objet
Production documentaire	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 20	/	Sans objet
Production documentaire	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré quelques non-conformités relevées, la station d'épuration de Saint-Mars la Jaille est exploitée en conformité avec les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation au titre des ICPE.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Volume d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Prescription contrôlée : Volume d'activité
Constats : La station d'épuration est autorisée pour capacité journalière de traitement de 785 kg/en DBO5. Données transmises pour 2020 et 2021 conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/04/2003, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Plan des installations
Prescription contrôlée : Présence d'un plan des installations
Constats : Un plan des installations est disponible (transmis)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
Prescription contrôlée : Conception permettant de limiter les fuites d'effluents
Constats : Des fissures avec une présence de coulures ont été observées sur plusieurs faces du bassin d'anoxie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des installations
Prescription contrôlée : Documents relatifs au suivi de la station
Constats : Un cahier d'exploitation a été observé sur site : il est constitué d'une page par semaine avec les relevés des heures de fonctionnement et la météo ainsi que les interventions/réparations réalisées. Les réparations à réaliser sont également notées sur un tableau affiché dans la salle de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Filière de traitement
Prescription contrôlée : Conformité à la filière décrite dans l'arrêté
Constats : La filière de traitement est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral et consiste en : <ul style="list-style-type: none">- un poste d'admission des effluents d'origine urbaine (les effluents industriels déjà prétraités sur le site de la CMGE sont injectés au niveau du bassin d'anoxie),- un bassin tampon des effluents d'origine urbaine,- un désableur/dégraisseur,- un bassin d'anoxie,- un bassin d'aération avec une recirculation dans le bassin d'anoxie,- un clarificateur. Les eaux traitées passent dans un canal de mesure aménagé avant rejet dans l'Erdre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Filière de traitement
Prescription contrôlée : Mise en place de la déphosphatation
Constats : Une cuve de chlorure ferrique pour la déphosphatation est présente sur le site. La concentration en phosphore des eaux rejetées était conforme en 2020 et 2021. L'aire de dépotage du produit est étanche (présence d'un peu d'oxydation sur le sol) avec un regard relié à la station.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : Entretien des abords et des équipements
Constats : Les abords du site sont bien entretenus (pas de déchets et végétation entretenue). Cependant : <ul style="list-style-type: none">- des végétaux étaient présents le bassin tampon (buissons ayant poussé dans l'ouvrage),- des toiles d'araignées pouvant fausser les mesures ont été observées dans le canal de mesure des rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : Stockages
Constats : Des équipements obsolètes (turbines, etc...) ont été observés dans l'ancien local dans l'ancien local d'épaulement des boues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets et sous-produits
Prescription contrôlée : Modalités de stockage
Constats : Les boues ne sont pas stockées sur place mais envoyées sur le site de la CMGE qui les stocke et gère leur épandage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des rejets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Réalisation et conformité de l'autosurveillance
Constats : Le gestionnaire de la station (SAUR) réalise une autosurveillance des eaux en entrée et en sortie du site. Jusqu'en 2021, les résultats étaient transmis sur l'application VERSEAU non accessible à l'inspection des ICPE. Les résultats (transmis dans un tableau) étaient conformes pour 2020 et 2021. A la demande de cette dernière, les résultats devaient être déclarés sur l'application GIDAF à partir de janvier 2022 mais cela n'avait pas été réalisé à la date de l'inspection. Depuis cette date, des résultats ont été entrés pour les mois de janvier à avril 2022. Les résultats transmis étaient conformes. L'observation de l'Erdre au niveau du point de rejet n'a pas mis en évidence de non-conformité particulière (couleur de l'eau et turbidité identique à l'amont du point de rejet).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Clôture du site
Constats : Le site est entièrement clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécurité des travailleurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des travailleurs
Prescription contrôlée : Douche
Constats : Une douche et un lave-œil sont présents à proximité de l'aire dépotage du chlorure ferrique. Leur fonctionnement n'est pas assuré.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Sécurité des travailleurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2003, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des travailleurs
Prescription contrôlée : Contrôle des moyens d'intervention
Constats : Un extincteur a été constaté dans le local de contrôle de la station (vérifié en décembre 2021 donc conforme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Production documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 20
Thème(s) : Situation administrative, Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement
Prescription contrôlée : Présence
Constats : Un manuel d'autosurveillance a été transmis pour l'année 2022. Il intègre bien l'autosurveillance prescrite par l'arrêté préfectoral du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Production documentaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Diagnostic périodique du système d'assainissement
Prescription contrôlée : Présence
Constats : Le diagnostic périodique du système d'assainissement (schéma directeur) est en cours de mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet